

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

ÉFAI – 000039 – AMR 51/10/00

Informations complémentaires sur l'EXTRA 182/99 (AMR 51/215/99 du 22 décembre 1999)

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

PEINE DE MORT

ÉTATS-UNIS
(TEXAS)

Larry Keith Robison, 42 ans

Londres, le 24 janvier 2000

Larry Robison a été exécuté dans l'État du Texas le 21 janvier 2000. Il avait été condamné à mort pour le meurtre de Bruce Gardner, tué en 1982.

Larry Robison n'avait jamais nié avoir tué cet homme ainsi que quatre autres personnes le même jour (bien qu'il eût été uniquement jugé pour le meurtre de Bruce Gardner), mais il n'avait cessé d'affirmer que ces crimes étaient dus à ses graves troubles mentaux, caractérisés notamment par des hallucinations auditives et visuelles. Plusieurs années avant ces meurtres, il avait été médicalement établi que Larry Robison souffrait de schizophrénie paranoïde. Sa famille avait tenté à maintes reprises de lui faire dispenser le traitement dont il avait besoin avant qu'il ne sombrât dans la violence, mais les services psychiatriques de l'État avaient refusé de le prendre en charge. Sa mère, Lois Robison, menait campagne sans relâche en sa faveur depuis qu'il avait été condamné à mort.

L'organisation non gouvernementale (ONG) *US National Alliance for the Mentally Ill* (Alliance américaine pour les malades mentaux) avait appelé le gouverneur George W. Bush à gracier cet homme : « Cette tragédie aurait pu être si aisément évitée si M. Robison avait reçu le traitement dont il avait désespérément besoin il y a de cela dix-huit ans. Nous vous prions de ne pas ajouter à la tragédie de ses crimes et aux carences des services psychiatriques la cruauté d'un système de justice pénale dépourvu d'humanité. » C'est sous le slogan du « conservatisme à visage humain » que George W. Bush s'efforce de mettre en avant sa politique de gouverneur du Texas et qu'il mène campagne en vue de devenir le prochain candidat du Parti républicain à la présidence des États-Unis.

D'après le *Washington Post*, peu avant l'exécution de Larry Robison, un porte-parole de George W. Bush a déclaré qu'il n'entrerait pas dans les attributions du gouverneur de se prononcer sur les facultés mentales des prisonniers. Le porte-parole a fait observer que le gouverneur Bush avait demandé avec insistance une augmentation des fonds alloués aux services psychiatriques et qu'il n'était pas responsable des éventuelles défaillances intervenues dans les premiers temps de la prise en charge de Larry Robison : « Vous devriez parler aux gens qui étaient gouverneurs dans les années 70 de ce que l'État faisait à ce moment-là. » Amnesty International estime que par de tels propos, le gouverneur Bush se décharge sans le moindre scrupule de ses responsabilités de dirigeant, auquel il incombe de respecter les normes fondamentales relatives aux droits et à la dignité de la personne humaine.

Prenant position contre l'exécution de Larry Robison, le *Dallas Morning News* a souligné que le Texas se classait au 48^{ème} rang des 50 États de l'Union en termes d'investissements dans les services psychiatriques. Dans un éditorial, ce journal affirmait : « Exécuter un criminel qui souffrait de maladie mentale avant de commettre le meurtre pour lequel il a été condamné, et qui ne disposait pas des ressources nécessaires pour bénéficier d'un traitement psychiatrique, ne sert en rien l'intérêt général. »

L'Union européenne (UE) et le Vatican avaient également lancé des appels à la clémence en faveur de Larry Robison.

Cet homme est la neuvième personne exécutée aux États-Unis depuis le début de l'année 2000 et la 607^{ème} à connaître un tel sort depuis que les exécutions ont repris dans ce pays en 1977. Le Texas a ôté la vie à 203 de ces condamnés à mort, dont plus de la moitié ont été tués depuis que George W. Bush exerce les fonctions de gouverneur dans cet État.

Aucune Action complémentaire n'est requise de la part des membres du Réseau d'Actions urgentes. Merci beaucoup à tous ceux qui sont intervenus en faveur de Larry Robison.

*...a version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.
La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -*